

<https://enseignants.se-unsas.org/Enquete-de-rentree-les-Pros-de-la-voie-pro-nous-ont-repondu>



Enquête de rentrée : les Pros de la voie pro nous ont répondu

- Je suis... - Prof de lycée pro -

Date de mise en ligne : jeudi 2 novembre 2023

Copyright © ENSEIGNANTS DE L'UNSA - Tous droits réservés

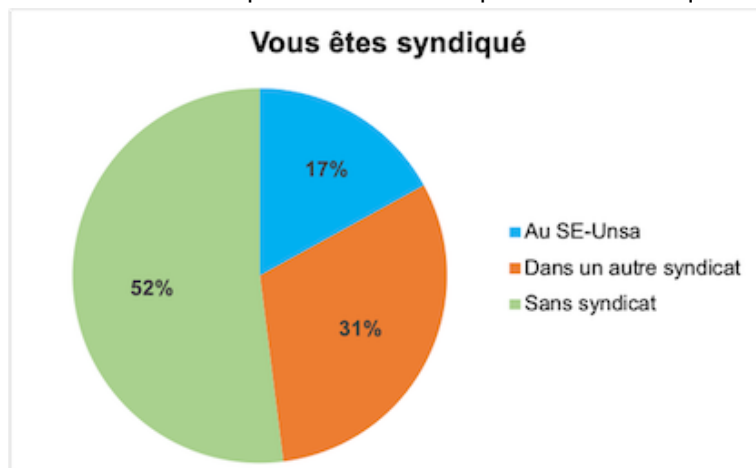
Du 18 septembre au 9 octobre 2023, le SE-Unsa a lancé une enquête de rentrée dans les lycées professionnels. Plus d'un millier de réponses ont permis de prendre le pouls de la profession à l'issue de cette rentrée marquée par la mise en place du Pacte et des premières mesures de la réforme de la voie professionnelle, et à l'aulne de la transformation de l'année de terminale.

>

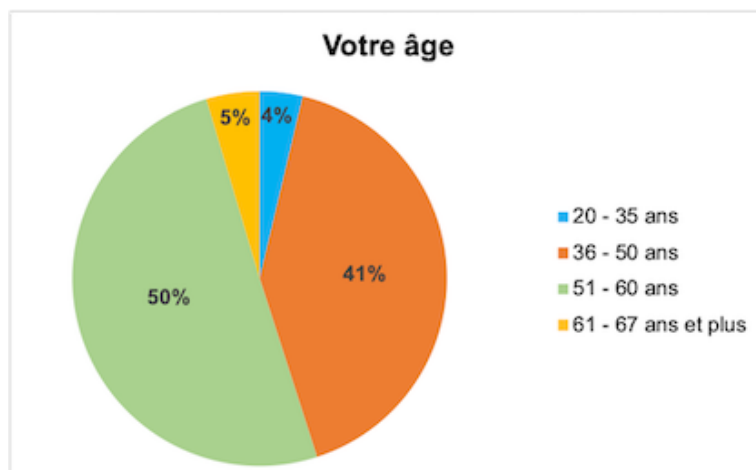
- Qui sont-ils ?

-

Plus de 1,5 % des professionnels de la voie professionnelle a répondu à cette enquête anonyme de rentrée.



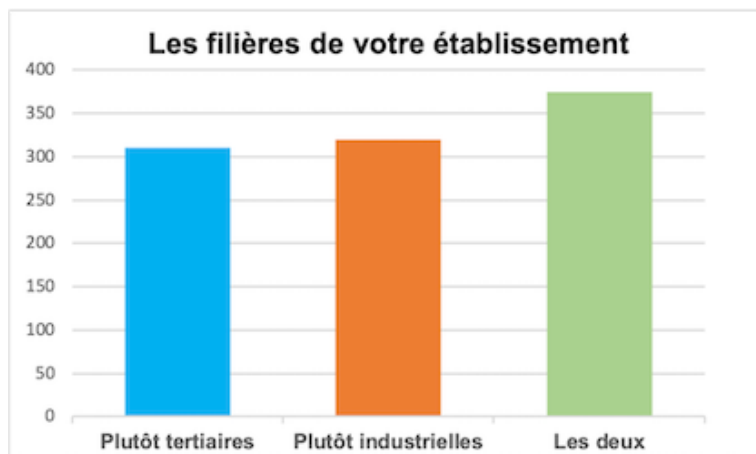
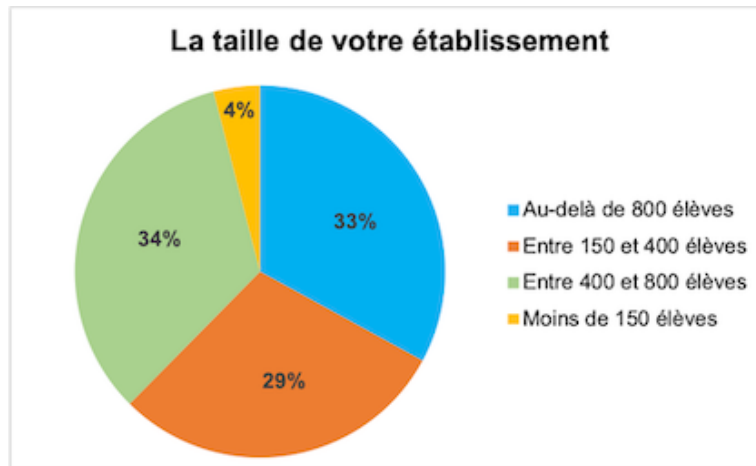
54 % sont des femmes, ce qui représente bien la proportion chez les PLP et 62 % sont des enseignants des champs professionnels.



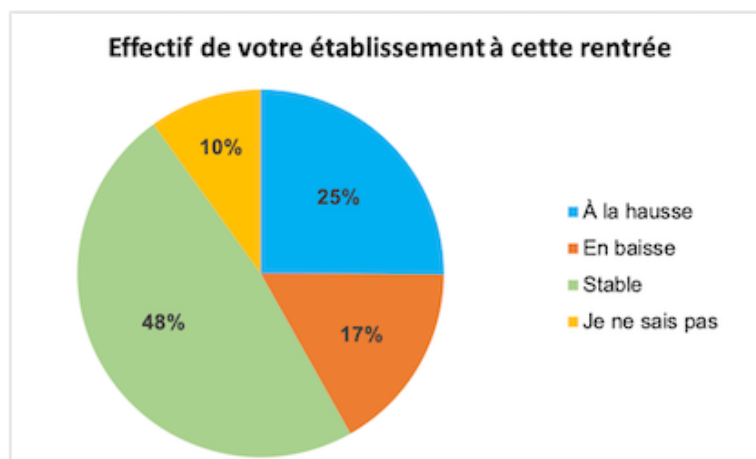
- Leurs établissements

-

Un quart des répondants sont issus de grandes villes et ceux des zones rurales sont dans la même proportion. Les tailles des établissements sont réparties de façon équivalente.



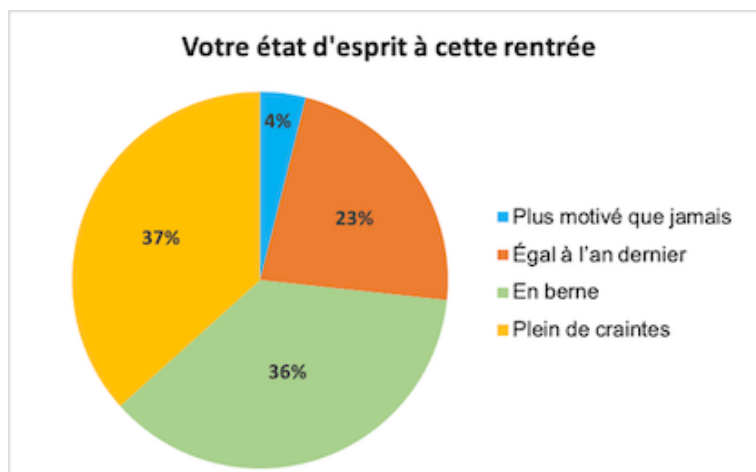
- La rentrée 2023
-



Pour plus de la moitié des répondants, le nombre d'élèves dans les classes de seconde CAP ou Bac pro est globalement en hausse, ce qui donne le sentiment d'un attrait nouveau pour les filières professionnelles. La raison pourrait en être la mise en place d'une gratification pour les PFMP.

Le SE-Unsa a interrogé le ministère pour savoir si cette tendance se faisait avec des élèves issus du vœu 1 de choix d'orientation et s'il y avait une amélioration des indicateurs sociaux des établissements. Le ministère fera un bilan à partir des enquêtes de la DEPP.

- L'état d'esprit des PLP : ça se dégrade



73 % des participants ont davantage un état d'esprit négatif à cette rentrée (moral en berne ou plein de craintes).

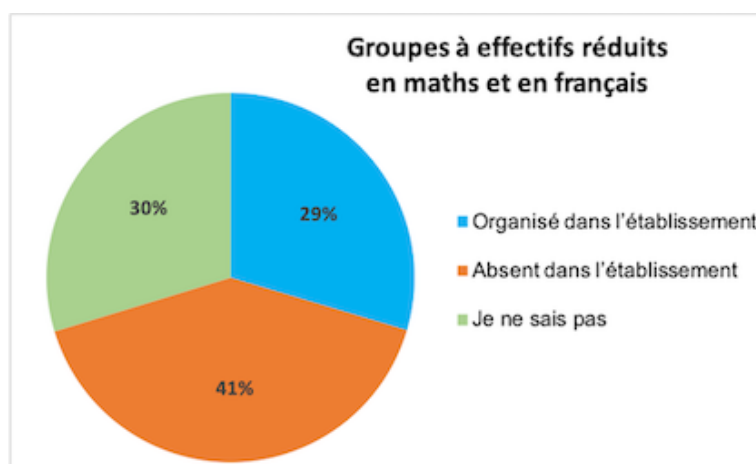
Depuis la mise en place de la réforme de la transformation de la voie professionnelle, les enseignants ont de plus en plus de difficultés à se retrouver dans leur métier.

Le SE-Unsa ne manquera pas de rappeler ce contexte au ministère pour lui faire comprendre que les réformes à répétition usent nos collègues et que l'érosion du temps de cours des matières fondamentales fait perdre du sens à notre métier.

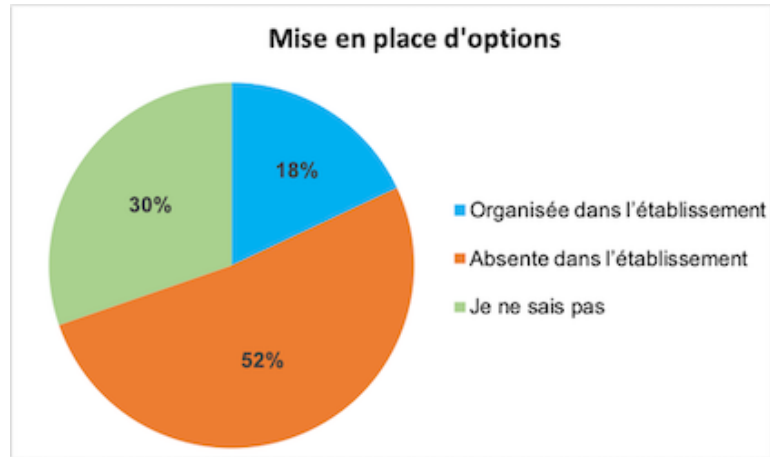
- Les mesures de la réforme

L'enquête montre les disparités d'installation des mesures de la réforme dans les établissements. Cela est dû en grande partie au volontariat lié à la mise en place du *Pacte*.

De nombreux collègues ignorent même si elles ont été mises en place.



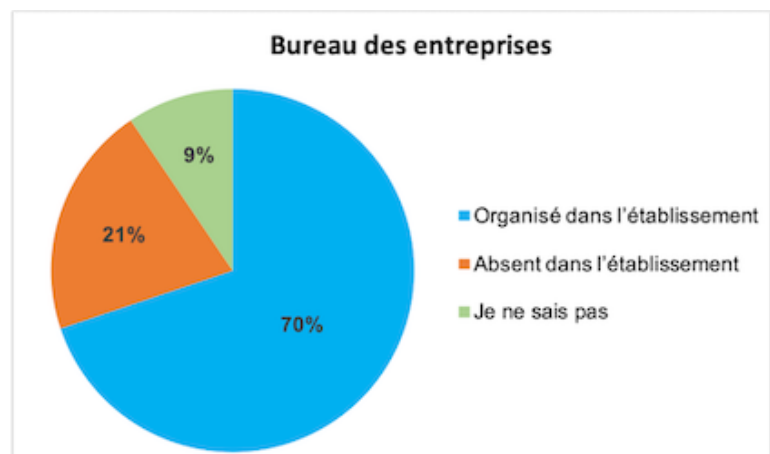
Le ministère veut généraliser ce dispositif en classe de seconde et de première en le sortant du *Pacte* pour l'inclure dans la DHG mais à la place d'un autre temps d'enseignement et non en moyens supplémentaires.



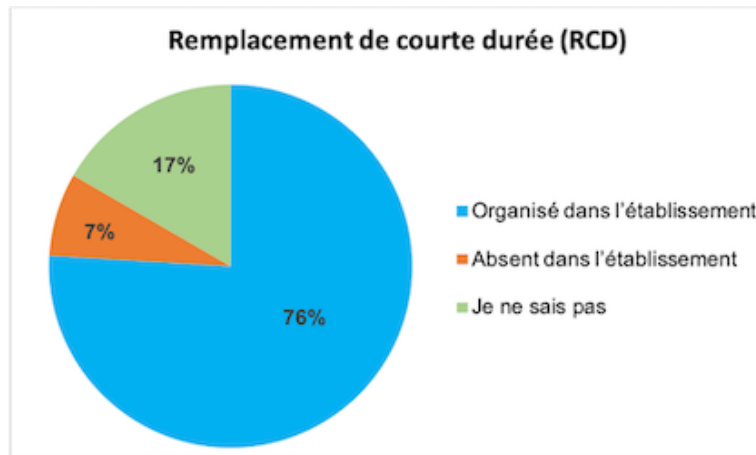
Ce sont davantage des propositions d'activités pour les lycéens que de véritables options avec des enseignants formés sur le sujet.



Le SE-Unsa avait dit que [ce dispositif serait inapplicable](#) à cette rentrée faute de moyens sur tout le territoire.

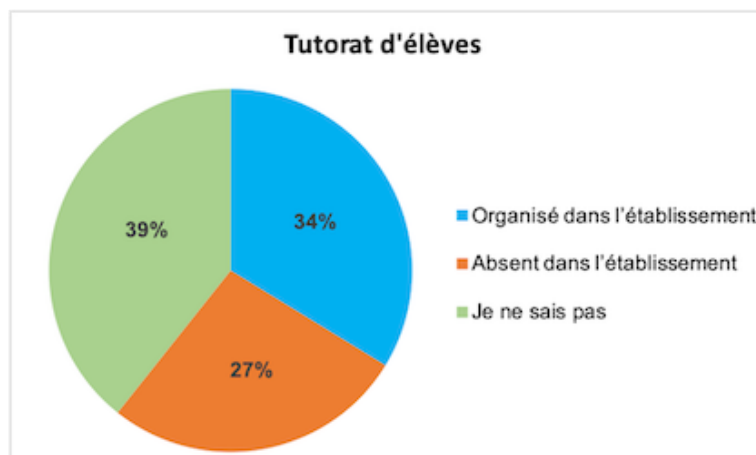


Le bureau des entreprises peine à recruter dans certaines académies. Là encore une disparité de traitement pour trouver des personnels.



Le remplacement de courte durée (RCD) a toujours bien fonctionné en LP. Il peut toujours se faire en HSE sans passer par le *Pacte*.

Il est à regretter qu'il y ait un recours abusif au RCD pour faire des remplacements de longue durée faute de recrutement d'enseignants.



Le tutorat est lui aussi peu mis en place dans les lycées, très certainement faute de candidats pour remplir cette mission du *Pacte*, ce que le SE-Unsa regrette puisqu'il s'agit d'un dispositif supplémentaire pour faire réussir les élèves.

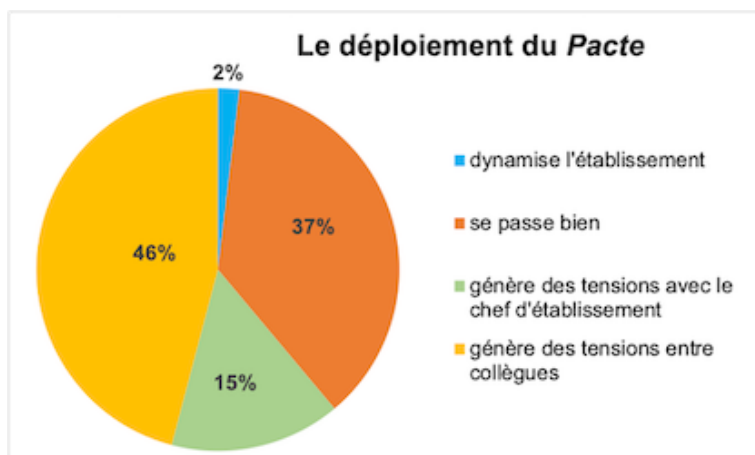
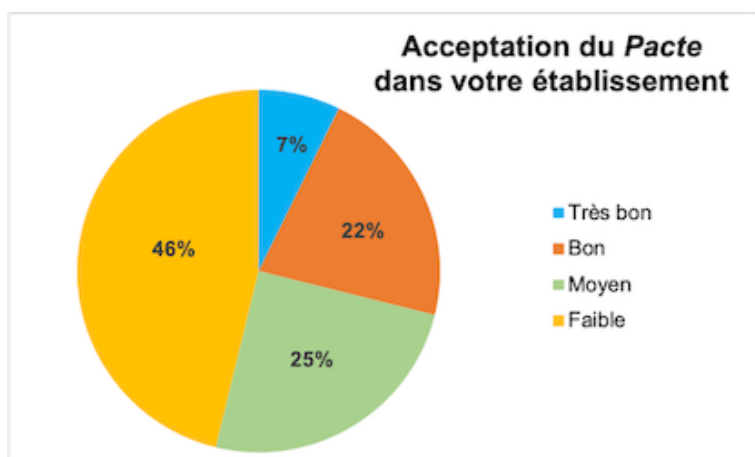
Le SE-Unsa le rappelle : certains dispositifs de la réforme sont intéressants mais reposent uniquement sur le *Pacte enseignant*. Cela crée des disparités sur le territoire et prive certains élèves de droits. Le cabinet de la ministre assume cette disparité et la ministre déclare même qu'il y aura autant de réformes que d'établissements.

Seuls le bureau des entreprises et le remplacement de courte durée semblent se mettre en place dans nos lycées professionnels (malheureusement parfois au détriment de la formation de nos collègues).

- *Pacte* : des tensions dans nos lycées
-



Seulement 22 % des participants à l'enquête ont accepté au moins une mission. Le SE-Unsa est rassuré de constater que les femmes ne prennent pas moins de missions du *Pacte* que les hommes, ce qui aurait créé une inégalité supplémentaire.



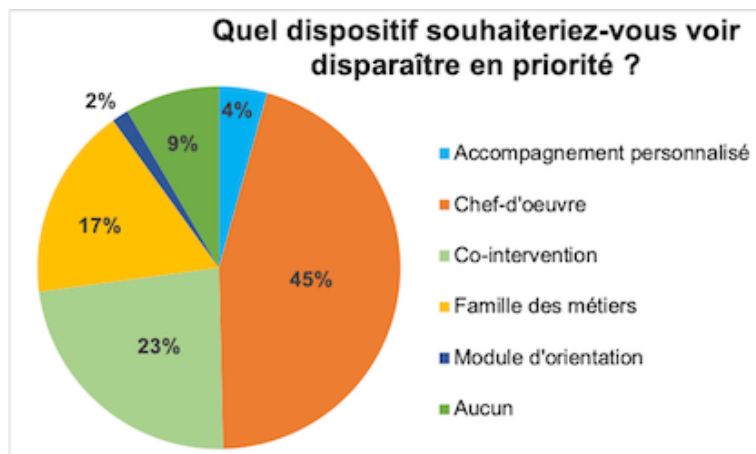
61 % des répondants jugent que la mise en place du *Pacte* a généré des tensions entre collègues et avec le chef d'établissement.

Pour le SE-Unsa, la mise en place chaotique du *Pacte* explique sûrement l'état d'esprit plutôt négatif des PLP. Nous continuons à demander des moyens pérennes et inscrits dans la DHG. Après le recul de l'âge de la retraite, le *Pacte* n'est qu'une illusion de revalorisation des enseignants et il ne

Enquête de rentrée : les Pros de la voie pro nous ont répondu

rentrera que faiblement dans le calcul de la pension ! Les futurs retraités PLP auront donc double peine : partir tardivement et un décrochage de la pension par rapport à l'inflation.

- Transformation de la voie professionnelle
- Le SE-Unsa demande un bilan partagé de la réforme de 2018.



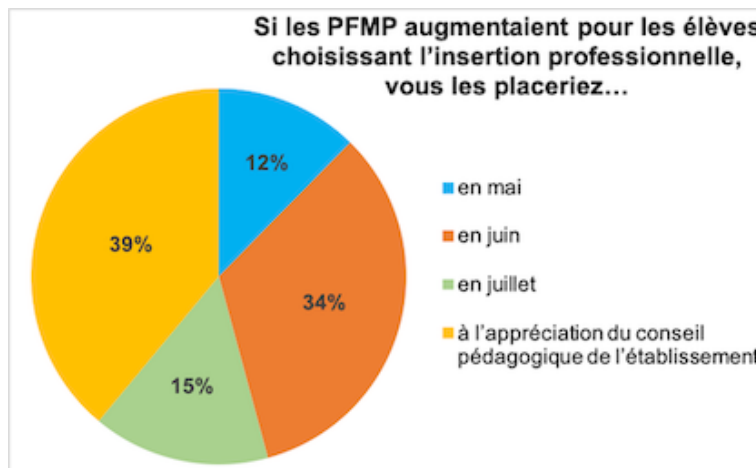
Le chef-d'œuvre est le dispositif que les participants de l'enquête souhaitent voir disparaître.

Le SE-Unsa demande la suppression de ces dispositifs chronophages et le retour d'heures en enseignement professionnel et dans les matières fondamentales. La suppression du caractère obligatoire du chef-d'œuvre ne remet pas pour autant en cause la pédagogie de projet qui est inscrite dans la plupart des référentiels. Alors que le drame d'Arras a de nouveau choqué la profession, les classes de CAP n'ont que 13,5 h d'EMC (enseignement moral et civique) dans une année.

- Future réforme de l'année de terminale
-

Alors que le ministère consulte les syndicats sur une future réforme de l'année de terminale pour répondre à la commande présidentielle de 50 % de PFMP en plus, la profession lui rappelle que la liberté des équipes sur ce domaine doit être maintenue.

Faire faire des PFMP sur une période unique et longue revient à ignorer la réalité du monde de l'entreprise et des territoires. Un comble pour une réforme qui se veut être le rapprochement de l'entreprise avec les lycées professionnels !



Enquête de rentrée : les Pros de la voie pro nous ont répondu

S'il devait y avoir un repositionnement des épreuves du bac, les PLP le verraient en mai pour 92 % d'entre eux.



L'avis du SE-Unsa

Cette enquête corrobore ce que notre syndicat avait perçu : une réforme difficile à mettre en place, un moral en berne notamment dû à l'accumulation des réformes, une réforme de la TVP toujours rejetée et dont le ministère n'a pas tenu compte au moment de lancer une nouvelle réforme, et une inégalité de droits entre les élèves qui ne peuvent pas bénéficier des mêmes dispositifs pédagogiques s'il n'y a pas d'enseignants volontaires pour prendre des missions du *Pacte*.

Lors de nos prochaines audiences, le SE-Unsa portera la voix de la profession en souhaitant que le ministère soit plus à l'écoute des professionnels.